



PLAN D'AFFECTATION COMMUNAL
Séance de conciliation – Procès-verbal

Lieu	Administration communale, Cully	Date	12.06.2025	Heure	10h30
Sujet	Zones affectées à des besoins publics				

	Présences
Commune de Bourg-en-Lavaux	M. Jean-Yves Cavin, Municipal M. Raymond Bech, Municipal Mme Nadine Schmied, Cheffe de service Mme Sorya Cornet
Bureau GEA	Mme Florence Rey, Géographe-Urbaniste
Opposant.e.s	MM André Bugnon, André Volet et Bernard Freemantle, opposition n°18

Intervenant.e.s	Griefs des opposant.e.s
MM André Bugnon, André Volet et Bernard Freemantle	Opposition commune sur l'art. 125 du RPACom concernant principalement l'altitude maximum des constructions prévue de 420m.

Intervenant.e.s	Discussion
M. Cavin	M. Cavin rappelle le cadre réglementaire et légal dans lequel la révision du PACom prend place et les objectifs de la séance.
M. Bech	M. Bech présente les réflexions en cours en matière de réorganisation des sites scolaires communaux. Dans le cas d'un regroupement des collèges à Cully, un complexe sportif devrait être développé sur la parcelle 1373, au nord du terrain de foot actuel. Il présente l'étude de faisabilité qui maintient le terrain de foot et implante 3 salles de gym dans une construction semi enterrée.
M. Bugnon	M. Bugnon demande si l'accès a déjà été défini.
M. Bech	<p>M. Bech répond que ce n'est pas encore un projet mais vraiment une étude de faisabilité, les accès ne sont donc pas encore définis.</p> <p>L'altitude maximale fixée à 420m a été fixée en fonction de l'altitude du terrain de foot (403m) et de la hauteur nécessaire pour développer le programme sportif, à savoir 13m. Cette hauteur tient également compte du traitement de surface de la toiture (couche de terre végétale suffisante pour garantir des aménagements paysagers). Des émergences techniques (accès, issue de secours) doivent prendre place au-dessus de la construction ce qui porte l'altitude maximale à 420m (marge comprise).</p> <p>L'abaissement de l'altitude à 416m pourrait être envisagé si la possibilité de réaliser les émergences techniques au-dessus de cette cote est maintenue. La toiture plate devrait être végétalisée et permettre l'accueil des places de stationnement nécessaires en regard du programme développé et en fonction du stationnement existant à proximité.</p>





Dans ce cas, l'art. 125 serait modifié pour y inscrire les éléments présentés ci-dessus.

Pour information, le parking actuel se situe à une altitude de 416m à l'ouest et de 414m à l'est.

M. Freemantle M. Freemantle apprécie l'approche et remercie pour la nouvelle proposition. L'altitude de 414m proposée dans l'opposition est l'altitude de la partie du parking à l'endroit où l'étude prévoit d'installer le bâtiment. Il s'inquiète de l'impact de la modification de cette hauteur par rapport à la route et la possibilité d'accéder au terrain de plain-pied.

M. Bech M. Bech mentionne que le parking a été créé sur l'altitude existante du terrain.

M. Freemantle M. Freemantle demande s'il est possible de réduire encore de 2m pour arriver aux 414m demandés par les opposant.e.s au lieu des 420m mis à l'enquête et des 416m proposés.

M. Bech M. Bech répond qu'il faudrait approfondir l'étude de faisabilité. Limiter les constructions à cette cote impliquerait de :

- diminuer la couche de terre végétale imaginée sur la toiture et compromettre ainsi la qualité des aménagements extérieurs ou
- excaver davantage le terrain ce qui engendrerait un décalage avec le niveau des terrains de foot et des coûts supplémentaires difficilement justifiables.

M. Bugnon M. Bugnon propose de réduire à 414m sur une seule partie de la toiture.

M. Bech M. Bech ne peut pas répondre aux opposant.e.s sur la question de l'altitude sans une nouvelle étude de faisabilité.

M. Cavin M. Cavin résume le contenu de la discussion et précise la requête les opposant.e.s : étudier la possibilité de réduire l'altitude maximale à 414m sur l'entier ou sur une partie du site. Il propose d'en discuter en Municipalité pour que cette dernière se positionne.

M. Volet Sur demande de M. Cavin, M. Volet confirme qu'il est le représentant de l'opposition collective.

M. Cavin M. Cavin explique que le procès-verbal de la séance sera transmis aux opposant.e.s avec un délai pour indiquer s'ils maintiennent ou retirent leur opposition. La Municipalité remettra ensuite un préavis portant sur l'adoption du PACom et les propositions de réponses aux oppositions maintenues au Conseil communal pour adoption. Puis, le dossier sera transmis au Canton pour approbation.

Fin de la séance à 11h15

Distribution

A la Municipalité et aux opposant.e.s.

Les remarques éventuelles sur le contenu du présent procès-verbal sont à transmettre par écrit au service urbanisme et durabilité dans un délai de 10 jours dès la réception du présent procès-verbal.

Procès-verbal établi à Cully, le 27.06.2025.